



Accord-cadre passé selon une procédure adaptée
(Art. 27 du décret n° 2016-360 du 25
mars 2016 relatif aux marchés publics)

Le SIVU FORMIGUERES LES ANGLES, 1 place de l'église 66210
FORMIGUERES, représentée par Philippe LOOS, le Président,

Mise en place de traitement du phosphore pour une
station d'épuration existante de 15 000 équivalents
habitants-Fournitures et Pose

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Mise en place de traitement du phosphore pour une station d'épuration existante
de 15 000 équivalents habitants-Fournitures et Pose

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

<u>ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION DES ETUDES</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES ETUDES</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 5 : GARANTIES FINANCIERES</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 6 : PRIX</u>	<u>4</u>
6.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	4
6.2 - VARIATIONS DANS LES PRIX	4
<u>ARTICLE 7 : AVANCE</u>	<u>4</u>
7.1 - CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	4
7.2 - GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	4
<u>ARTICLE 8 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 9 : PENALITES DE RETARD</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 10 : VERIFICATIONS ET ADMISSION</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 11: ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 12 : RESILIATION DU MARCHE</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 13 : ASSURANCES</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 14 : DROIT ET LANGUE</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 15 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 16 : DEROGATIONS AU C.C.A.G.</u>	<u>7</u>

Mise en place de traitement du phosphore pour une station d'épuration existante de 15 000 équivalents habitants-Fournitures et Pose

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

Mise en place de traitement du phosphore pour une station d'épuration existante de 15 000 équivalents habitants-Fournitures et Pose

Désignation de sous-traitants en cours de contrat :

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article 134 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer.

Article 2 : Pièces constitutives

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- La décomposition des travaux

Article 3 : Délais d'exécution des travaux

Les délais d'exécution de l'ensemble des travaux sont stipulés à l'acte d'engagement.

Article 4 : Conditions d'exécution des travaux

Les travaux devront être conformes aux stipulations du marché.

Le pouvoir adjudicateur mettra à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des études et facilitera en tant que de besoin l'obtention auprès des autres organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire pourra avoir besoin.

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

Article 5 : Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Mise en place de traitement du phosphore pour une station d'épuration existante
de 15 000 équivalents habitants-Fournitures et Pose

Article 6 : Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans l'état des prix forfaitaires et par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Variations dans les prix

Les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **juin 2017** ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes et non actualisables.

Article 7 : Avance

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 135 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 8 : Prix - Variation dans les prix - Règlement des comptes

Contenu des prix

Mise en place de traitement du phosphore pour une station d'épuration existante de 15 000 équivalents habitants-Fournitures et Pose

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison et au déchargement.

Le marché est traité à prix unitaires. Les prix unitaires seront appliqués aux quantités réellement exécutées. Les quantités portées n'ont que valeur indicative et peuvent varier en plus ou en moins.

Le candidat s'efforcera de proposer des prix compétitifs tout en respectant les critères de qualité énoncés dans le Bordereau des Prix Unitaires.

Variation des prix

Les prix proposés sont fermes pour les un an du marché.

Mode de règlement

Le paiement s'effectuera selon les règles de la commande publique.

Le fournisseur présentera une facture par commande par courrier ou par mail.

Les factures devront reprendre les bons de livraison avec les modifications éventuelles dues à cette même livraison.

Elles porteront les indications suivantes :

- nom et adresse du créancier
- n° de son compte bancaire ou postal
- date et nature de chaque livraison
- prix des prestations accessoires
- taux et montant de la TVA et taxes parafiscales éventuelles
- date de la facturation
- éventuellement le montant de l'escompte accordé
- Le numéro du lot
- Le numéro et la date des différents bons de livraison (marchandise détaillée)

Les factures seront libellées au nom de :

SIVU Formiguères Les Angles

1 Place l'Eglise

66210 FORMIGUERES

Elles pourront être transmises par mail à l'adresse :

sivuformiguereslesangles@mairiedeformigueres.fr

Délai de paiement

Le délai de paiement est conforme à la réglementation sur les mandats administratifs. Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Mise en place de traitement du phosphore pour une station d'épuration existante de 15 000 équivalents habitants-Fournitures et Pose

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Article 9 : Pénalités de retard

Les stipulations de l'article 14 du C.C.A.G. s'appliquent.

Article 10 : Vérifications et admission

Sans objet.

Article 11 : Arrêt de l'exécution des prestations

Outre les dispositions prévues au CCAG, la résiliation interviendra sans indemnité.

Article 12 : Résiliation du marché

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 29 à 36 inclus du C.C.A.G.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

Mise en place de traitement du phosphore pour une station d'épuration existante de 15 000 équivalents habitants-Fournitures et Pose

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 13 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 14 : Droit et langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif Montpellier est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Article 15 : Clauses complémentaires

Sans objet.

Article 16 : Dérogations au C.C.A.G.

Sans objet.

Dressé par :
Président LOOS Philippe

Le : 23 juin 2017

Lu et approuvé

(signature)